

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.04.2026	2026-26	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			
DE FLERS				

TD/JS

SEANCE N° 2 DU 20 AVRIL 2026
32 questions, numérotées de 2026-8 à 2026-39

DELIBERATION

**ELUS MUNICIPAUX
DROIT A LA FORMATION
DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET REPARTITION DES CREDITS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-François BRISSET, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Armeline SALLIOT, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, François LEPRINCE, Emmanuelle BERGOT, Frédéric GAUCHÉ, Chantal GAUMER et Georges LAVIGNE

Conseillers : Andrée DUVAL, Jean-Claude CHEVIGNY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Stéphane BÉNIS, Sylvie GONTIER, Valérie GAUTRIN, Sonia ROINEL, Amar DIABI, Sylvie DUFOUR, Mohammed DIABI, Alexandra PORÉE, Tàm NGUYEN, Lucas PEYRELADE, Agathe VERGER, Romain LANGLOIS, Hugo PIOLINE, Laurent JUMELINE, Gaëlle PIOLINE, Cemile YANAR, Leïla HARDY, Jérémy PREVOST, Lori HELLOCO et Jean-Marc REMANDE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Jérémy PREVOST	Lori HELLOCO	Ensemble de la séance
Anne-Marie MORIN	Jean-François BRISSET	
Sylvie DUFOUR	Stéphane BÉNIS	

Absents : Frédéric GAUCHÉ et Hugo PIOLINE

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2026-08	28	31
	2026-09	28	23
	2026-10 à 2026-39	28	31

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
10.04.2026	19H00	Agathe VERGER	20H06	21.04.2026	23.04.2026

R A P P O R T

présenté par

Jean-François
BRISSET

Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	20.04.2026	N° d'ordre	N° délibération
				19	2026-26

OBJET

ELUS MUNICIPAUX - DROIT A LA FORMATION - DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET REPARTITION DES CREDITS

LC/JS

Chers Collègues,

Le droit individuel à la formation des élus a été affirmé par la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, et renforcé par la loi n°2019-1461 qui a habilité le gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer la formation des élus locaux (ordonnance des 21 et 28 janvier 2021 ratifiées).

Ce droit est reconnu par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui dispose dans son article L. 2123-12 que « **Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.** »

L'article 2123-12 ajoute que le conseil municipal « **détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre** ».

L'assemblée doit ainsi se déterminer pour statuer sur les objectifs de formation des élus qui s'inscrivent dans une démarche d'acquisition de connaissances et de compétences directement liées à l'exercice du mandat d'élu local. En ce sens, il est proposé que les champs d'action des commissions municipales définissent les objectifs principaux des formations. De plus, ils seront complétés par les axes de travail prioritaires suivants :

- 1- Comprendre le fonctionnement d'une collectivité territoriale (rôle des adjoints et fonctionnement des instances)
- 2- Appréhender les finances locales et la commande publique
- 3- Valoriser la participation citoyenne

Les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire dont le montant est arrêté par délibération dans la limite exprimée par l'article L.2123-14 du CGCL qui stipule : « **le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune** ».

Pour information, les dépenses de formation comprennent les frais pédagogiques, mais également, les frais de déplacement et de séjour dans la limite du décret 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. L'article L2123-14 du CGCT prévoit en outre de couvrir les pertes de revenus éventuellement subies par un élu salarié qui exercerait ce droit.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.04.2026	2026-26	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Il convient de préciser que la collectivité a choisi, jusqu'à ce jour, de cotiser auprès d'un organisme susceptible de couvrir un large éventail de formations à destination des élus (Forum pour la Gestion des Villes), dont l'adhésion est reconduite annuellement (environ 2 000€).

Pour mémoire, au regard des besoins de formation pressentis, l'exercice en cours prévoit l'inscription d'un crédit global prévisionnel **de 20 000 €**.

En outre, l'organe délibérant à la possibilité de se prononcer sur la **répartition** des crédits consacrés à la formation des élus (hors adhésions ci-dessus mentionnées). Ainsi, il vous est proposé de les octroyer au prorata du nombre d'élus de chacun groupe représenté, soit :

Somme à répartir	18 000 €	
ELUS	Effectif	Sommes allouées
Majorité	26	14 182 €
Minorité 1	7	3 818 €

Enfin, le CGCT prévoit « qu'un **tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal** ». Cette disposition prendra la forme d'une délibération annuelle.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DETERMINER** les objectifs de formation des élus municipaux dans les conditions ci-dessus exposées,
- 2 - ARRETER** le montant et la répartition de l'enveloppe des crédits de formation suivant les règles établies ci-dessus,
- 3 - PREVOIR** le montant provisionnel obligatoire au budget de chaque année,
- 3 - CHARGER** le Maire ou son représentant de mettre en place les modalités pratiques de la formation des élus dans le respect des orientations décrites ci-dessus,
- 4 - SPECIFIER** que, chaque année, un bilan sera établi à l'occasion du débat annuel sur la formation des élus.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

La secrétaire de séance

Le Maire,

Agathe VERGER

Jean-François BRISSET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20260420-2026-26-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/04/2026
Publication : 23/04/2026